

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire « Marais charentais »

Campagne 2015

Correspondant MAEC à la DDTM de La Charente-Maritime: Accueil du public du lundi au vendredi de 9 h à 12h et de 13h30 à 17h00. Brigitte PECQUET - Tél. 05 16 49 60 66 - e-mail : brigitte.pecquet@charente-maritime.gouv.fr

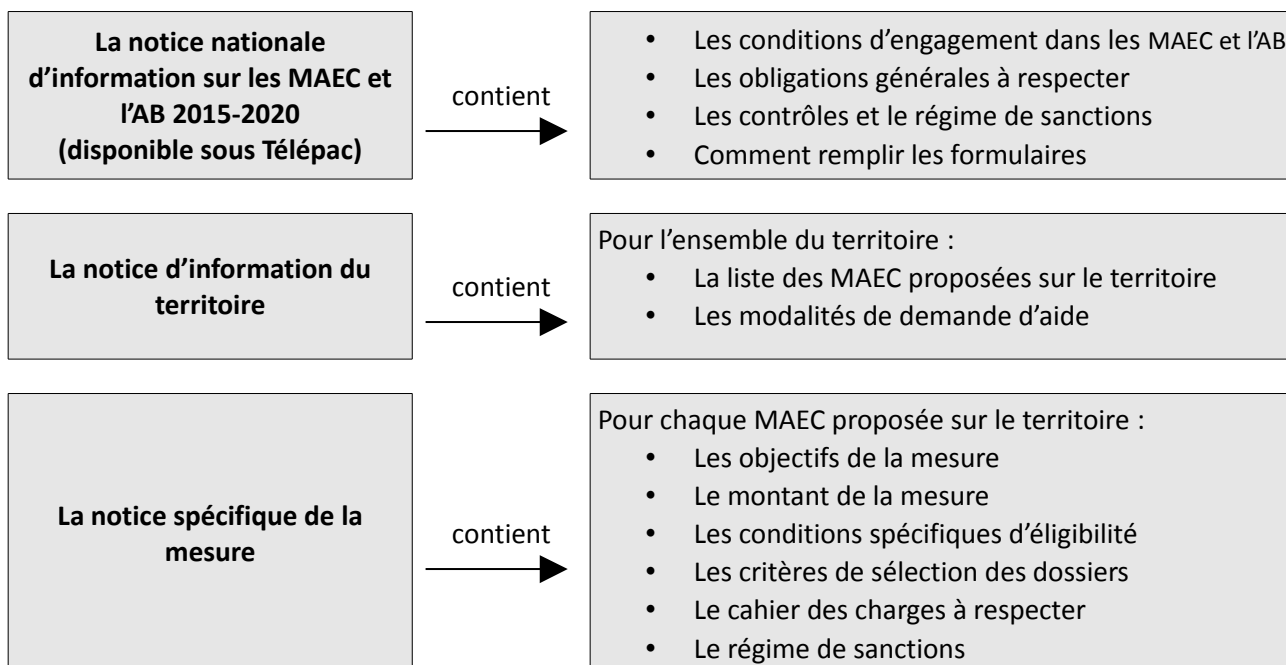
Correspondant MAEC de la Chambre d'agriculture de Charente-Maritime à La Rochelle :

Sébastien MERIAU - Tél. 05 46 50 45 00 - e-mail : sebastien.meriau@charente-maritime.chambagri.fr

Correspondants MAEC de la Chambre d'agriculture de Charente-Maritime à Saintes : Martine GERON, Emily CHARVY et Jérôme FAURIOT - Tél. 05 46 93 71 05 - e-mail : martine.geron@charente-maritime.chambagri.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire « Marais charentais » au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.



Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDTM ou la Chambre d'Agriculture.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE « Marais charentais »

Le territoire concerné est constitué des zones humides du département de La Charente-Maritime précédemment éligibles aux mesures agro-environnementales des dispositifs antérieurs (OLAE, CTE, EAE, CAD, MAET). Seuls les éléments situés dans ce territoire sont éligibles aux mesures localisées proposées (Cf. § 3).

Une cartographie détaillée de ce territoire est disponible à la DDTM et à la Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime.



Carte du territoire MAEC Marais charentais

2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Les zones humides de la façade atlantique constituent des espaces dont l'intérêt environnemental est reconnu à l'échelle nationale et internationale. La préservation des marais charentais représente un enjeu majeur pour la biodiversité et le maintien de la qualité de l'eau. Cette préservation passe essentiellement par le maintien des prairies humides et de l'activité d'élevage liée à ces zones sensibles.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
<i>Prairie humide</i>	<i>PC_MACH_PH01</i>	Maintien des prairies humides et de l'élevage	150,86 €/ha/an	ETAT 25 % FEADER 75 %
<i>Prairie humide</i>	<i>PC_MACH_PH02</i>	Maintien des prairies humides sans intrant et de l'élevage	217,01 €/ha/an	ETAT 25 % FEADER 75 %
<i>Prairie humide</i>	<i>PC_MACH_PH03</i>	Maintien de la diversité floristique	313,43 €/ha/an	ETAT 25 % FEADER 75 %
<i>Prairie humide (zone basse)</i>	<i>PC_MACH_BA01</i>	Maintien de l'eau dans les parties basses des parcelles	298,05 €/ha/an	ETAT 25 % FEADER 75 %
<i>Prairie humide (rôle des genêts)</i>	<i>PC_MACH_RA01</i>	Préservation du rôle des genêts en vallée alluviale	419,29 €/ha/an	ETAT 25 % FEADER 75 %
<i>Mégaphorbiaie</i>	<i>PC_MACH_ME01</i>	Mise en défens de surface non admissible à la PAC	50,00 €/ha/an	ETAT 25 % FEADER 75 %
<i>Prairie humide (linéaire refuge)</i>	<i>PC_MACH_RE01</i>	Maintien d'une bande refuge	0,49 €/ml/an	ETAT 25 % FEADER 75 %

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Marais charentais ».

4. LES CONDITIONS GENERALES D'ELIGIBILITE AUX MAEC

Les critères d'éligibilité transversaux aux MAEC sont précisés dans la notice nationale d'information sur les MAEC disponible sous TéléPAC.

Les critères d'éligibilité spécifiques aux mesures proposées sur ce territoire sont précisés dans les notices spécifiques disponibles auprès de la DDTM.

5. COMMENT REMPLIR LES FORMULAIRES D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2015 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement remplir les formulaires d'engagements du dossier PAC soit en version électronique sous TéléPAC au plus tard le 15 juin 2015, soit en version papier à déposer à la DDTM avec votre dossier de déclaration de surface au plus tard le 15 juin 2015.

Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 disponible sous TéléPAC.

5.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer les surfaces que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées (PC_MACH_PH01, PC_MACH_PH02, PC_MACH_PH03, PC_MACH_BA01, PC_MACH_RA01, PC_MACH_ME01), vous devez les dessiner soit sur le RPG papier que vous déposerez à la DDTM, soit sur le RPG électronique si vous déposez votre demande sous TéléPAC.

Chaque élément surfacique engagé doit correspondre à une parcelle numérotée.

Pour déclarer des éléments linéaires engagés dans une MAEC (PC_MACH_RE01), vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC. Chaque élément linéaire engagé devra être numéroté.

5.2 Le formulaire « Registre Parcellaire Graphique - Descriptif des parcelles »

Ce formulaire doit être rempli pour déclarer les éléments surfaciques engagés en MAEC.

Indiquer le numéro de l'îlot où se situera l'engagement MAEC

Numéro d'îlot	Numéro de parcelle
3	1

Reporter le numéro de la parcelle renseignée sur le RPG correspondant exactement à l'élément engagé

MAEC / AGROFORESTERIE			
MAEC 1 (4)	MAEC 2 (4)	MAEC 3 (4)	Agroforesterie (5)
PC_MACH_HE01			

Le code de la MAEC, pour chaque élément surfacique engagé dans une MAEC, est le code indiqué au paragraphe 3 de ce document pour chaque mesure proposée. Ce code est par ailleurs repris dans les fiches spécifiques à chacune de ces mesures.

5.3 Le formulaire « Registre parcellaire - Descriptif des éléments MAEC linéaires »

Ce formulaire doit être rempli pour chaque élément linéaire que vous souhaitez engager en MAEC « PC_MACH_RE01 » et que vous avez dessiné d'un trait sur le feuillet RPG. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020.

5.4 Le formulaire « Demande d'aides (Premier pilier – ICHN - MAEC - BIO – Assurance récolte) »

Vous devez cocher, à la rubrique « ICHN – MAEC –BIO », la case Mesure agroenvironnementale et climatique, et déclarer en cochant la case correspondante :

- « m'engager dans une MAEC de la programmation 2015-2020 ».

5.5 Le formulaire « Déclaration des effectifs animaux »

Vous devez remplir le formulaire « déclaration des effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDTM soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

5.6 Le formulaire « Déclaration de montée et de descente d'estive »

Dans le cas des marais communaux : Vous devez remplir le formulaire « état récapitulatif de la gestion de l'estive » pour renseigner l'ensemble des animaux herbivores pâturent sur les surfaces collectives dont vous assurez la gestion.

Ce formulaire est à renvoyer à la DDTM au plus tard le 31 décembre 2015, afin que celle-ci soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux présents sur vos surfaces.

Toutes les notices et les formulaires sont disponibles sous TéléPAC à la rubrique «Formulaires et notices 2015» : <https://www3.telepac.agriculture.gouv.fr/>

6. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros.

Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités de l'intervention financière de l'État qui seront précisées dans l'arrêté préfectoral régional.

Si votre engagement est plafonné, votre demande devra être modifiée.